REPUBLIQUE FRANCAISE



DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

ARRONDISSEMENT DE BONNEVILLE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Rochois

L'an deux mille vingt-deux, le treize du mois de décembre, le Conseil de la Communauté de Communes du Pays Rochois s'est assemblé à la salle Hélène Blanc sur la commune de la Roche sur Foron, sous la présidence de M. David RATSIMBA Président.

Date de convocation du Conseil Communautaire : 07 décembre 2022

Nombre de délégués :

* En exercice: 38 * Présents: 28 * Représentés: 08 * Votants: 36

Secrétaire de séance : Mme ITNAC

Etaient présents avec voix délibérative :

AMANCY

M. DOLDO - M. BRAND - Mme PAUZE - Mme RAMUS

ARENTHON

Mme COUDURIER

CORNIER

M ROUX - Mme VIVIAND

ETEAUX

M. RATSIMBA- M GAILLARD B.

LA CHAPELLE

M. BACH

LA ROCHE

M. DUCIMETIERE– M BETHAZ - Mme BUISSON– Mme COLLOMB – M CONTAT - Mme

BELIN REGARD - M CHAMBOURDON - M. COTTET- Mme DE GRASSET - Mme

HADDOUR - Mme ITNAC - M. LOMBARD- M THABUIS

ST LAURENT

M AVOUAC

ST PIERRE

ST SIXT

M BUFFLIER- Mme CORNET
M. HARMAND - Mme MOURER

Ont donné pouvoir :

Mme BOUVIER- Mme PARROT - M. COURTIN - M. DUJOURD'HUI - M ETIENNE- Mme

CONTAT- M LOCATELLI - Mme RANNARD

Absents:

M Marin GAILLARD - Mme GENTILLE

Délibération n°2022-231

EAU POTABLE Tarifs 2023 Budget Régie Eau

Monsieur le Président présente le détail des tarifs Hors taxe de l'eau potable à compter au 1^{er} janvier 2023, pour l'ensemble des communes en Régie.

Au regard de la volonté d'harmoniser la tarification sur l'ensemble du territoire de la C.C.P.R. dans le souci d'égalité d'accès des usagers, et pour ce faire, des tarifs cibles ont été définis par l'étude de transfert de compétence AEP à savoir :

Abonnement (part fixe):

36 € HT/an

- Consommation (part variable):

1,30 € HT/m3,

WWW,CCPAYSROCHOIS.FR 1/2

Tarifs Eau

36 € 1,3 € HT / m3 Tarif cible: part variable: part fixe:

1,60€ HT/m³ pour une consormmation de 120m³

Périmètre Régie:

		Tai	rifs 2022			Propos	Propositions 2023	
	part fixe (abonnement)	part variable	part fixe (abonnement)	part variable	part fixe (abonnement)	part variable	part fixe (abonnement)	part variable
	€HĨ	€/m3HT	€ TT€ (TVA 5,5%)	€ / m3 TTC (TVA 5,5%)	€HT	€ / m3 HT	€ TTC (TVA 5,996)	€ / m3 TTC (TVA 5,5%)
Amancy (hors CERF)	36,000	1,2773	37,98	1,3476	36,000	1,3000	37,98	1,3715
Arenthon / Saint Pierre en Faucigny (anciennement SIVU)	36,030	1,2667	37.98	1,3364	36,000	1,3008	37,98	1,3715
Saint Laurent	36,030	1,3407	37,98	1,4144	36,000	1,3000	37,98	1,3715
Saint Pierre en Faucigny	36,030	1,2467	37,98	1,3153	36,000	1,3000	37,98	1,3715
Saint Sixt	36,000	1,3437	37,98	1,4176	36,000	1,3000	37,98	1,3715

Concernant Thabitat collectif, le reglement du service de l'eau stipule que lotsqu'aucune individualisation n'a eté mise en place, il est facturé autant de partie fixe (abonnement) qu'il y a de locaux.

TTC (10%)

Propositions 2023

토

TTC (TVA 10%)

Tariffs 2022

Frais d'acces au service

A noter, qu'à ces tarifs s'ajoutent les taxes de l'Agente de l'Eau : - Modernisation des rèseaux, facturée dans le cas de l'Assainissement collectif (0,16£ /m3) - Redevance pollution doméstique (0,28£ /m3)

- Prélèvement sur la ressource (0,068€ /m3)

Le Conseil.

Ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré,

A l'unanimité:

- Approuve les tarifs 2023 du Budget REGIE EAU;
- Donne pouvoir à Monsieur le Président pour signer tout document relatif à cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Certifié exécutoire

Publié et notifié le ...1.5. DEC. 2022

La Secrétaire,

Christelle ITNAC

Fait à La Roche sur Foron, Le 13 Décembre 2022

Le Président, David RATSIMBA



Le Pays Rochois

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif de Grenoble peut être saisie par voie de recours forme contre une décision du conseil communautaire pendant un délai de deux mois a compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Cette démarche suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- · deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.